

**RÉPONSE À LA CONSULTATION SUR LE PROJET DE
DÉCISION DÉFINISSANT LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES
DE L'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES DE GÉNIE CIVIL DE
BOUCLE LOCALE EN CONDUITE DE FRANCE TÉLÉCOM**

15 SEPTEMBRE 2010

En mai 2010 la première version du projet de décision de l'Autorité n'avait pas appelé de commentaires de la part de Bouygues Telecom, le projet de décision s'inscrivait alors en continuité de la consultation de février 2010 à laquelle Bouygues Telecom avait apporté une réponse détaillée.

Ce second projet de décision, soumis à consultation, introduit des modifications sensibles, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la tarification au volume.

Bouygues Telecom souhaite faire part de ses interrogations face à des évolutions inattendues et souhaite de nouveau attirer l'attention de l'Autorité sur les points qui n'ont pas fait l'objet d'une amélioration.

I. Les valeurs retenues pour les clés de répartition du génie civil ne permettent pas d'observer une cohérence avec celles retenues dans la décision 05-0834 sur la méthode de valorisation de la boucle locale cuivre.

Le projet de décision met en jeu une première clé attribuant 84,54 % du génie civil au réseau en conduite, le solde étant affecté au réseau en pleine terre. Une seconde clé alloue 82,05 % du réseau en conduite à la boucle locale, le solde étant attribué au réseau général.

Au total la boucle locale en conduite s'établit à 69,37 % du génie civil, la boucle locale en pleine terre à 15,46 %, le réseau général à 15,17 %.

La décision 05-0834 inverse l'ordre des clés et retient des valeurs différentes : 72 % du génie civil est attribué au réseau de boucle locale, puis 90 % de la boucle locale est affectée au génie civil en conduite.

Au final la boucle locale en conduite s'établit à 64,80 % du génie civil, la boucle locale en pleine terre à 7,20%, le réseau général à 28,00 % (la prise en compte des Acquisitions à Titre Gratuit, comme l'indique la décision 05-0834, abaisse même la valeur de la boucle locale en conduite à 60,06 %).

Les valeurs sont sensiblement différentes, pour autant l'Autorité ne précise pas les éléments pouvant expliquer l'évolution de ces paramètres entre 2005 et 2010. Au contraire, l'Autorité indique par exemple que la clé répartissant le génie civil entre conduite et pleine terre est stable et n'évolue que de 0,07 % par an.

Étant donné l'importance de ces clés sur le coût du génie civil de boucle locale en conduite il est nécessaire que des éléments puissent être apportés pour corréliser les clés de la décision 05-0834 et celles proposées dans le projet de décision.

En l'état, et à méthode de valorisation économique inchangée, les valeurs retenues conduisent à réévaluer de 8 % à 15 % les coûts du génie civil de la boucle locale en conduite.

Potentiellement, et si l'analyse ci-dessus menée par Bouygues Telecom n'est pas erronée, les valeurs retenues par l'Autorité conduisent à une hausse du tarif de dégroupage.

II. La mise en œuvre de la tarification au volume évolue sensiblement : la nature de la méthode retenue et la complexité qui lui est associée ne permettent plus de prévoir le coût de la redevance GC pour chaque accès FTTH

Le présent projet de décision introduit une composante de tarification propre à la partie mutualisée des réseaux. L'objectif de cette modification est de rendre proportionnel au nombre de foyers raccordables la redevance acquittée en aval du point de mutualisation. Bouygues Telecom relève plusieurs conséquences :

- une complexité largement accrue du mécanisme de tarification ; le caractère non prédictif de la taille des PM, et donc de la part mutualisée et non mutualisée, ne permet pas de modéliser le coût futur de la redevance de génie civil; Bouygues Telecom note d'ailleurs que l'Autorité n'a pas mis à jour le modèle Excel de calcul de la redevance ce qui semble confirmer cette impossibilité de modélisation ;
- la complexité de la méthode ne permet pas d'entrevoir dans quel sens vont jouer les mécanismes, cependant l'effet pourrait être contre-productif : la péréquation qui s'opère sur la composante mutualisée ne met en jeu que les contributions des réseaux mutualisés, ainsi la zone très dense ne participe pas à cet effort de péréquation (hors clé de répartition 75 % - 25 %) alors que les zones les plus denses de la zone moins dense seront fortement contributrices ; cela n'encourage pas à initier rapidement le déploiement en zone moins dense ... ou bien à remonter le point de mutualisation ;

- le mécanisme, pourtant complexe, prend l'hypothèse que la mutualisation des réseaux ne peut se faire qu'en aval du PM ; or, en Zone Moins Dense, la disponibilité d'un lien de collecte proposé par l'opérateur déployant le PM est essentielle comme l'a rappelé Bouygues Telecom dans sa réponse à la consultation ; par conséquent allouer la totalité des coûts de la partie mutualisée des réseaux à la partie aval des PM conduit à une erreur d'appréciation des coûts devant être réellement supportés.

Bouygues Telecom ne peut que s'interroger face à cette soudaine évolution du principe de tarification. Au-delà des effets de bord contre-productifs qui pourraient advenir, l'absence de prévisibilité économique est un frein à l'investissement.

Cette absence de prévisibilité est renforcée par la clé de répartition 75 % - 25 % :

- la clé n'est plus fixe (précédente version du projet de décision) mais est amenée à évoluer en fonction des relevés qui seront effectués sur la longueur des artères empruntées par les réseaux de transport et de distribution ;
- la clé ajoute de l'imprévisibilité puisque le déploiement dans les zones peu denses entraînera mécaniquement un relèvement de la redevance acquittée pour les zones déployées initialement ; or, si les opérateurs peuvent avoir une prévision des déploiements dans la zone très dense puisqu'ils sont directement acteurs, il ne leur est pas possible de prévoir le planning des déploiements en zone peu dense qui se réaliseront essentiellement sous l'impulsion des collectivités ;
- Bouygues Telecom rappelle que cette clé, quelle que soit sa valeur, est arbitraire et qu'au-delà de l'effet bénéfique qu'elle apporte sur la péréquation (elle a été conçue à cette fin) elle constitue un avantage non justifié pour un opérateur déployant dans une architecture point à point ;
- elle est de plus non cohérente puisqu'elle repose sur une notion de longueur des artères alors que l'Autorité a souhaité promouvoir une tarification aux volumes pour inciter à l'usage efficace des fourreaux.

III. Le cadre n'est pas suffisamment précis s'agissant des coûts de désaturation

Bouygues Telecom a indiqué à de nombreuses occasions que le projet de décision ne définit pas la notion de surconsommation et introduit de ce fait une insécurité sur les coûts de désaturation que serait amené à supporter un opérateur qui en est à l'origine : un opérateur déployant dans une architecture GPON peut-il être en situation de surconsommer les fourreaux ? Ce point doit être clarifié car il revêt une importance particulière pour Bouygues Telecom qui sera amené, le cas échéant, à déployer un réseau après ses concurrents et sera par conséquent davantage confronté aux situations de saturation.

IV. Les frais des prestations annexes de France Télécom constituent un poste important, leur stricte orientation vers les coûts est nécessaire

Au-delà de la nécessaire amélioration des processus opérationnels de déploiement du génie civil, les prestations annexes de France Télécom constituent un poste de coûts important dans le déploiement des réseaux. Il importe que la tarification adoptée reflète strictement les coûts.

V. En corollaire du présent projet de décision, la méthode de valorisation du génie civil de France Télécom doit être revue

Comme l'a longuement développé Bouygues Telecom dans sa réponse à la consultation de février 2010, la méthode de valorisation en coûts courants économiques n'est pas adaptée dans un contexte où il est avéré que le génie civil constitue une infrastructure essentielle qui n'est pas amenée à être remplacée même à longue échéance.

Il est nécessaire que l'occasion soit donnée aux acteurs d'exprimer de nouveau leur point de vue sur les méthodes de valorisation de cette infrastructure, la décision 05-0834 n'ayant pas été révisée depuis 5 ans.

Au-delà de la méthode en elle-même, ce sont aussi l'ensemble des paramètres de valorisation qu'il conviendrait de revoir (le paragraphe I de cette réponse relève déjà des incohérences).